DYNAMIQUES DE MOBILISATION DISSIDENCE ARMÉE ET RÉBELLION POPULAIRE: LE CAS DU MOUVEMENT NATIONAL SOMALI (1981-1990)

par Daniel Compagnon (*)

Bien que cela eût présenté un intérêt certain, il ne s'agit pas ici de proposer une étude anthropologique de la guerre interne en Somalie, à l'instar de ce que Christian Geffray a su écrire sur la RENAMO du Mozambique (1). Il ne saurait être question non plus de brosser de façon exhaustive l'histoire politique d'une guérilla, comme s'y est attaché Robert Buijtenhuijs à propos du FROLINAT tchadien (2).

N'ayant pu enquêter dans les zones tenues par le Mouvement National Somalien (SNM) et compte tenu de la rareté des sources documentaires de première main (3), je m'efforcerai seulement de propo-

---

(*) *Agrégé de sciences sociales; il vient d'achever une thèse de science politique consacrée au régime de Mahamed Siyaad Barre au Somalie.*

(1) Christian GEFFRAY, *La Cause des armes au Mozambique: anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, Nairobi, CREDU, 1990.

(2) Robert BUIJTENHUIJS, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala, Leiden, Afrika-Studiecentrum, 1987.

(3) Cette pénurie d'information vaut également pour les autres mouvements de guérilla: USC, SPM, SSDF, SDM. Aucun d'entre eux ne déploie beaucoup d'énergie — sauf cas isolés de dévouement individuel — pour faire connaître ses motivations, ses activités et son programme politique. La littérature édifiante dont, allieurs, les mouvements de libération au discours idéologique marqué sont peu avares, fait ici défaut. Peut-être est-ce l'empreinte d'une culture où l'écrit n'a pas de valeur propre, où la parole — politique et poétique — se transment encore oralement, sur les supports techniques offerts par la modernité capitaliste: radio, magnétophones à cassettes, vidéo? Les remarques qui suivent s'appuient sur une connaissance préalable de la société somalienne, acquise pendant un séjour de deux ans, complétée par l'exploitation des sources écrites et des entretiens conduits depuis 1987 auprès des Somali de la diaspora, notamment avec des cadres du

ser quelques pistes de réflexion sur un mouvement d'opposition armée peu connu, ses fondements sociaux et ses modes d'action.

Il s'agit notamment de rendre compte du processus de mobilisation politique qui a conduit une fraction notable de la population somalienne du Nord — i.e. l'ancien Somaliland britannique — à soutenir cette dissidence armée, puis en 1988, à basculer dans la rébellion de masse. Quel est le degré d'adhésion des populations aux objectifs du SNM et/ou de contrôle politique par cette organisation de sa base sociale? Dans quelle mesure, les dynamiques de mobilisation et le mode de relation entre la guérilla et la population civile ont influé sur l'organisation et les opérations du SNM? Enfin, malgré la pénurie de données plus accentuée encore pour ce qui a trait aux autres mouvements combattant le régime de Mahamed Siyaad Barre — principalement le Congrés Unifié Somali (USC) et le Mouvement Patriotique Somali (SPM), il convient de situer le SNM dans une perspective comparative locale, en relevant certains des caractères empiriques communs à toute l'opposition armée.

I. L'ORIGINE DE LA GUÉRILLA

La genèse d'un mouvement social est rarement un total commencement, une création *ex nihilo*. Le lancement public du SNM en avril 1981 doit être mis en relation d'une part, avec la crise politique que traversait le régime Siyaad Barre depuis la fin de la guerre de l'Ogaden; d'autre part, avec la spécificité historique du Nord dont les Isaaq(4) se sont faits les héraults. S'y ajoute, à partir de 1978, l'impact désastreux de certaines décisions gouvernementales.

Un contexte politique favorable à la dissidence

Bien que la guerre engagée contre l'Ethiopie en juillet 1977 ait donnée lieu à une mobilisation populaire derrière le chef de l'Etat et

SNM. Pour ne pas alourdir l'appareil de notes, il ne sera fait systématiquement mention des entretiens exploités.

(4) Bien qu'ethniquement homogène, la société somali est fortement divisée par la segmentation lignagère en une multitude de groupes de descendance patrilinéaire, définis par une généalogie commune et appelés clans. Ceux-ci sont habituellement regroupés en six « familles » — selon la terminologie adéquate proposée par l'anthropologue I.M. LEWIS: Hawiye, Daarood, Dir, Isaaq, Digil et Rahanweyn. Mahamed Siyaad Barre est issu des Mareehaan, un petit clan Daarood.

du parti unique (SRSP), la fibre nationaliste pan-Somali demeurant encore très vive après quinze ans d'indépendance, la défaite consacrée par l'ignominieuse et hâtive retraite de mars 1978 a été ressentie avec amertume. Beaucoup, dans la population comme dans l'armée, ont rendu Mahamed Siyaad Barre responsable de la situation difficile dans laquelle le pays se trouvait à l'aube des années 1980: une sécheresse persistante (1978-80) qui a décimé les troupeaux, une crise économique et financière aggravée par le poids budgétaire de la guerre et la rupture avec l'URSS — le 13 novembre 1977, la démoralisation générale et enfin, l'afflux d'environ 500 000 réfugiés. De plus, les restrictions aux libertés et les violations répétées des droits de l'homme devenaient d'autant moins supportables que le rêve romantique de la « Grande Somalie » s'était évanoui.

Contrairement aux attentes de nombreux officiers — l'armée ayant été depuis 1969 le pilier du système de domination — et civils, Mahamed Siyaad ne remit pas sa démission mais annonça qu'il demeurerait au pouvoir et n'en pourrait être délogé que par la force. Une purge a mis au pas les récalcitrants, notamment les militaires qui critiquaient la conduite de la guerre: le chiffre approximatif de quatre-vingt officiers exécutés à Hargeysa en fournit l'illustration.

Autre signe du malaise persistant, une tentative de putsch le 9 avril 1978 fut réprimée dans le sang. L'exécution en juillet de dix-sept officiers impliqués dans le complot, constituait un avertissement supplémentaire.

L'après-guerre a également stimulé la contestation au sein de l'élite dirigeante. Depuis le congrés fondateur du Parti Révolutionnaire Socialiste Somali en juillet 1976, la détermination du Président et secrétaire général de ce parti à se maintenir au pouvoir était apparue en pleine lumière. Sous les oripeaux civils, la junte militaire se succédait à elle-même dans le comité central. Si certains des cadres politiques formés par la coopération soviétique et tout dévoués à la « Révolution » avaient été cooptés, nombre d'entre eux apparaissaient comme les clients dociles de Siyaad Barre, et cette « ouverture » limitée ne faisait en aucun cas du SRSP le siège du pouvoir réel. L'adoption en 1979 d'une nouvelle constitution légalisant le régime présidentiel et les élections non-compétitives qui ont suivi avaient surtout pour objectif de contenter les bailleurs de fonds occidentaux, notamment les Etats-Unis dont Siyaad Barre recherchait le patronage, pour combler le vide laissé par le départ des Russes.

Néanmoins, une fraction réaliste de l'élite du pouvoir, essentielle-

ment des ministres « technocrates » (par opposition à ceux issus de l'armée) formés dans les universités occidentales et qui en 1969, avaient apporté à la junte l'appui de leurs compétences, y a vu le moment propice pour obtenir des concessions substantielles du Président. Ce groupe de « réformateurs » dont le but final était peut-être un retour ordonné à la démocratie pluraliste, mais dont les demandes visaient à plus court terme à lâcher du lest et achever l'institutionnalisation amorçée, a échoué (5).

Le rétablissement du Conseil Révolutionnaire Suprême (SRC) et l'instauration de l'état d'urgence ayant pour effet de suspendre la constitution, le 21 octobre 1980 — jour anniversaire du coup d'Etat, étaient destinés à leur signifier, ainsi, qu'à la population, que Mahamed Siyaad entendait rester maître du jeu. L'arrestation de plusieurs ministres et anciens ministres en juin 1982 mettra un terme définitif aux espoirs de transformation pacifique du régime et refermera l'étroite fenêtre de la contestation interne. Plusieurs des « réformateurs » étaient en contact avec les émigrés somali en Europe et dans les pays du Golfe Persique et ont envisagé dès 1981 la constitution à l'étranger d'un vaste mouvement d'opposition trans-clanique. Ils avaient formé le projet de faire défection en groupe au début de 1982, afin de rejoindre le SNM naissant (6). Ce plan n'a pu être exécuté et le seul à s'y conformer fut Ahmed Mahamed Mahamuud « Silanyo ». Sulaymaan Mahamed Aadan « Gaal », vice-ministre dans le gouvernement somalien jusqu'en 1989 et nommé secrétaire aux affaires étrangères du comité exécutif depuis juin 1990, faisait partie du même groupe.

Tous deux sont isaaq comme la quasi-totalité des fondateurs du SNM. Des suspicions entre clans — notamment entre Daarood et Isaaq — ont joué un rôle notable dans cet échec, car le SNM apparaissait d'emblée comme une émanation des Isaaq; mais des désaccords tactiques, en particulier sur l'opportunité de s'engager dans la lutte armée ou de s'en tenir à un combat politique, y ont également contribué.

(5) Sur cet affrontement, sa signification et ses conséquences, voir A.K. GALAYDH, « Notes on the State of the Somali State », *Horn of Africa*, XIII, 1 & 2, janvier-juin 1990, pp. 21-22; Daniel COMPAGNON, « Political Crisis in Somalia: The Legacy of an Exhausted Personal Rule », communication au congrès de l'Association d'Etudes Africaines, 1990, Baltimore MD, Etats-Unis.

(6) Selon d'autres sources, ils voulaient former une opposition démocratique distincte du SNM et étaient hostiles à la lutte armée.

Les fruits amers de l'union

Si l'émergence d'une opposition externe peut être expliquée par la nature de la crise politique du début des années 1980, à un moment où la seule perspective laissée ouverte par la posture autoritaire de Mahamed Siyaad Barre semblait être la dissidence armée, le développement du SNM en pays isaaq se nourrit d'une conscience politique régionale spécifique. D'ailleurs les quelques non-Isaaq qui ont participé au lancement du mouvement étaient des nordistes: Dulbahante/Daarood et Gadabuursi/Dir. L'émergence de la guérilla dans cette partie du pays traduirait donc la pérennité du particularisme et des griefs de la population de l'ancien Somaliland. Une thèse fréquemment invoquée par les militants du SNM quand il leur est demandé d'expliquer les fondements de leur révolte.

Emancipé par la métropole britannique le 26 juin 1960, l'ancien protectorat s'est uni à l'ex-Somalia italienne le 1 juillet suivant. Dans l'euphorie nationaliste et anti-colonialiste, l'union réalisée par le vote unanime des parlements des deux territoires réunis en Assemblée Nationale, sans qu'aucun traité n'ait précisé les conditions matérielles de l'unification, prévu de compensation aux « sacrifices » consentis par les nordistes (perte de leur autonomie, du siège du gouvernement et des emplois afférents...) ni réglementé la fusion des bureaucraties aux traditions différentes. Les politiciens nordistes ne se sont assurés que du partage des postes ministériels.

Autrement dit, les termes de l'échange politique (7) n'ayant pas été clarifiés en temps utile, l'unité nationale s'est construite sur un malentendu; l'union des deux territoires est devenue dans leur mémoire collective l'événement fondateur du destin malencontreux des Isaaq. L'intégration administrative et fiscale a d'ailleurs constitué l'un des dossiers les plus délicats à traiter pour les gouvernements civils, comme une

(7) Cette notion est examinée en détail dans un cours dispensé par Jean-François Médard à l'Université de Bordeaux I. L'échange politique est la troisième dimension du politique à côté de la coercition et de la persuasion. Médard explore les dimensions de la notion à partir d'une lecture fine des travaux anthropologiques sur le don, la circulation des femmes, les échanges rituels, le « big man »; mais aussi de la littérature psycho-sociologique (notamment Peter Blau et Georges Homans) et sociologique (A. Heath, A. Gouldner, P. Bourdieu, P. Birnbaum, M. Crozier); pour déboucher sur une critique des théories existantes de l'échange politique, issues généralement de la transposition de théories économiques de l'échange (G. Tullock, A. Downs, R. Curry & L. Wade, W. Sydney, W. Ilchman & N. Uphoff). En l'occurrence, les citoyens du Somaliland entendaient implicitement obtenir des rétributions spécifiques, en contrepartie de leur renonciation à une souveraineté séparée, en application du principe universel de la réciprocité.

tentative avortée de coup d'Etat par des officiers nordistes en 1961 en a fourni l'indice (8). Pourtant, aux yeux des observateurs — tel I.M. Lewis — comme de bien des acteurs, notamment politiciens sudistes, le problème était en voie de règlement au milieu des années 1960 et la nomination d'un Premier Ministre Isaaq en juillet 1967 — Mahamed Haaji Ibrahim 'Iigal — semblait avoir définitivement assuré l'intégration des Isaaq dans l'Etat post-colonial. Leur bonne représentation dans les instances dirigeantes du régime militaire en 1969-70, tend à confirmer ce jugement. Expliquer le conflit interne actuel par l'Histoire — les conditions de réalisation de l'indépendance en 1960 — ne doit pas conduire à valider aveuglément le discours de légitimation des rebelles. En effet, celui-ci tend à énoncer le « problème Isaaq » comme se posant en permanence depuis 1960; alors que nous percevons une discontinuité entre des séquences historiques distinctes et une récupération à des fins de propagande militante de l'antagonisme ancien, pour donner plus de sens à l'affrontement de maintenant.

Cependant, le principal grief des nordistes tient dans l'absence selon eux de projets économiques d'envergure depuis l'indépendance et dans le déficit en investissements publics: écoles, routes et hôpitaux ne se seraient guère accrus en nombre et le gouvernement central aurait laissé les équipements existants se dégrader. De nombreux Isaaq assurent — contre l'opinion des Sudistes — qu'à la fin des années 1970, la situation dans le Nord était bien plus mauvaise que dans les dernières années de domination britannique.

Significativement, l'événement déclencheur de la contestation urbaine fut l'arrestation en décembre 1981, puis le procès en février 1982, d'un groupe d'intellectuels et fonctionnaires qui avaient entrepris la rénovation autogérée et autofinancée de l'hôpital d'Hargeysa. S'il est malaisé de trancher cette querelle sur le partage des maigres ressources de l'Etat somalien, ce qui m'importe ici ce sont les perceptions des acteurs telles qu'elles apparaissent dans leur discours. Quelque soit la part de reconstruction historique nécessairement biaisée qu'il comporte, le mythe du Nord spolié par l'Etat sudiste a une efficace sociale, car les Isaaq se le sont à ce point approprié qu'il constitue une plateforme politique minimale pour les partisans du SNM, les tenants de la sécession comme les adeptes de la renégociation de l'union et du cadre unitaire

(8) Cf. I.M. LEWIS, *A Modern History of Somalia: Nation and State in the Horn of Africa*, Boulder, Westview Press, édition revue 1988 (1980), pp. 166-178.

de l'Etat. Mais l'héritage n'explique pas tout, en particulier pourquoi seuls parmi les Nordistes qui appartiennent également à des clans dir et daarood, les Isaaq se sont révoltés.

La mise en cause des intérêts isaaq

A ces griefs anciens jamais oubliés s'ajoutent les effets de politiques gouvernementales pénalisantes dont les anciens (*elders*) des Isaaq ont fait l'inventaire, dans un mémorandum au président Barre daté du 30 mars 1982 (9). Le frein mis aux activités commerciales d'import-export y figure en bonne place. Le monopole du commerce de gros — confié au début des années 1970 à une agence d'Etat — s'étant révélé catastrophique, le gouvernement avait institué la *Franco Valuta*, soit une tolérance d'importation de biens de consommation accordée aux détenteurs de comptes en devises à l'étranger (principalement les Somali émigrés dans les pays arabes du Golfe Persique). La combine permettait en fait aux commerçants aisés de réaliser de substantiels bénéfices en mettant à contribution leur parentèle expatriée (10). Les Isaaq n'étaient pas les seuls à tirer partie de ces dispositions, mais leur tradition ancestrale de commerce avec la péninsule arabique les y prédisposait et leur prédominance numérique parmi les travailleurs émigrés leur en fournissait les moyens. De fait, le Nord était une plaque tournante de ces échanges: la moitié environ des marchandises importées en *Franco Valuta* n'étaient pas déclarées en douane, au moyen soit de la corruption des agents de l'Etat soit de l'importation clandestine à partir des petits ports côtiers.

La décision gouvernementale de supprimer la *Franco Valuta* et de rétablir les lettres de crédit ouvertes auprès de la banque centrale a frappé de plein fouet cette économie parallèle. De plus, cette mesure imposée en février 1982, sans notification préalable, a fourni le prétexte de la confiscation dans le port de Berbera de marchandises appartenent à des commerçants isaaq, pour une valeur estimée de 300 millions de shillings (soit près de 50 millions de dollars au taux offixiel de l'époque). Le profit n'a pas été perdu pour tout le monde. Selon les

(9) « Mémorandum remis le 30 mars 1982 au Président Barre par un groupe de vingt-et-un anciens des Isaaq », cité dans AFRICA WATCH, *Somalia: A Government at War with its Own People, Testimonies about the Killings and the Conflict in the North*, janvier 1990, p. 32.

(10) Pour une présentation claire de cette pratique et de ses effets pervers, voir Norman N. MILLER, « The Other Somalia, part I: Illicit Trade and the Hidden Economy », *American Universities Field Staff Reports*, Hanover, 1981, pp. 7-9.

auteurs du mémorandum, le nouveau règlement a doublement pénalisé les Isaaq: vingt-deux licences seulement leur ont été accordées en 1982 et leurs activités furent restreintes à certains produits alimentaires peu rentables comme le riz. En se reportant sur la contrebande plus risquée, les Isaaq se retrouvaient à la merci de l'arbitraire des fonctionnaires locaux, qu'il leur fallait apaiser par des *bakchichs* toujours plus élevés. Leur situation économique fut aggravée l'année suivante par la fermeture brutale du marché séoudien aux exportations de bétail sur pied somalien (132 Mn de dollars américains et 80% des recettes d'exportation du pays en 1982), ainsi que par l'interdiction de la vente et de la production du khat, une culture de rapport et un commerce florissant dans le Nord. Deux secteurs où les hommes d'affaires Isaaq exerçaient une position dominante.

Le soutien financier que ce groupe social apportera au SNM à partir de 1982, notamment au sein de la communauté Isaaq du Golfe (11), ne saurait donc surprendre. L'attitude du pouvoir central a été perçue par les intéressés comme le signe d'une volonté délibérée de miner la prospérité économique de cette famille de clans. La suite des événements allait les conforter — quelquefois jusqu'à la paranoïa — dans leur certitude d'être les victimes désignées d'une persécution planifiée. Il n'est pourtant pas établi que tel ait été le dessein originel de Mahamed Siyaad et de sa clique — ici au sens de coterie.

Dans les années 1978-81, la répression militaire visait surtout les Majeerteen du Mudug, en particulier les 'Umar Mahamuud dont beaucoup avaient rejoint le front du Salut Somalien (SSF), un mouvement armé formé dans l'Ogaden éthiopien par le colonel 'Abdullaahi Yuusuf Ahmed (l'un des dirigeants du putsch manqué de 1978). Le président n'avait guère de motif de s'en prendre aux Isaaq avant 1981-82: bien représentés dans le SRC, le gouvernement et l'administration depuis 1969, les Isaaq n'étaient pas absents de l'armée et avaient participé sans rechigner à la campagne d'Ogaden. Les esprits critiques à l'encontre du chef de l'Etat, dans le parti et l'armée, et les ministres « réformateurs » se recrutaient dans tous les clans. Les faits incriminés par le mémorandum des anciens s'expliquent à mon sens, beaucoup plus sim-

(11) Norman N. Miller estime le montant des revenus nets annuels de ces expatriés à 500 milions dollars américains au début des années 1980; *op. cit.*, p. 5. Si les Isaaq représentent au mois la moitié de cette communauté et qu'ils paient au SNM un « impôt » annuel représentant un mois de salaire, comme cela m'à été confirmé dans plusieurs entretiens, la somme théorique récupérée par le mouvement est loin d'être négligeable.

plement, par l'inflexion néo-patrimoniale de la gouverne monocratique de Siyaad Barre, qui se dessina à charnière des deux décennies. Dans sa gestion des ressources politiques, le leader somalien privilégiait de plus en plus la combinaison du clanisme — i.e. la manipulation instrumentale des indentités claniques — et du clientélisme; or, les ressources économiques étant notoirement limitées dans ce type de formation sociale, le nombre des bénéficiaires du partage du prélévement patrimonial s'en trouva réduit à la clientèle élargie du président (12). En d'autres termes, ce qui s'est joué en 1981-82, c'est l'accroissement des opportunités de prédation offertes aux affairistes M.O.D. (13) qui peuplent ce réseau de dépendants politiques, fût-ce au détriment des Isaaq; cela pour obéir à l'impératif de la survie politique.

Dans cette après-guerre d'Ogaden, l'autre motif majeur de colère des populations du Togdheer et du Woqooyi Galbeed tient en un mot: réfugiés. Ceux-ci affluent en masse vers le Nord, section du territoire somalien la plus proche de la zone des combats. En proportion de sa surface et de sa population, le Nord aura à supporter la plus forte densité de réfugiés du pays (environ la moitié du total). La rareté des sites disponibles, dotés en particulier de capacités hydrauliques suffisantes, conduit à concentrer les effectifs dans des camps trop vastes, près des agglomérations existantes ou sur les voies de communication. Cette situation va provoquer de multiples tensions: une fois l'aide internationale mise en place en 1979-80, les réfugiés connaissent un sort plus enviable que les pasteurs locaux durement affectés par la sécheresse. Plus grave encore, ils reconstituent partiellement leurs troupeaux et entrent en compétition avec les nomades isaaq pour des ressources rares, eau et pâturages, dans une région en voie de désertification. Cette contradiction a débouché sur des altercations violentes, qui ont pu revêtir la forme des vendettas claniques (feuds) caractéristiques de la société pastorale pré-coloniale. Loin d'aplanir ces difficultés, le gouvernement a envenimé les choses. Une circulaire a explicitement prevu de réserver aux réfugiés, pour la plupart de clan ogadeen, le monopole des emplois

(12) Pour un exposé plus approfondi de cette problématique, voir Daniel COMPAGNON, *op. cit.*; et Daniel COMPAGNON, « Somalie: De l'Etat en formation à l'Etat en pointillé », in Jean-François MEDARD, *Les Etats d'Afrique Noire, Formations, mécanismes et crise*, Karthala, 1992, pp. 205-40. Le concept de néo-patrimonialisme est emprunté à J.F. MEDARD, « L'Etat néo-patrimonial en Afrique », dans le même ouvrage.

(13) Pour « Mareehaan, Ogadeen et Dulbahante », trois clans de la famille Daarood. I.M. Lewis a utilisé dès 1980 cet acronyme pour désigner la « coalition » clanique bâti par Mahamed Siyaad afin de pérenniser sa domination; cf. *op. cit.*, pp. 222-3.

dans les camps et la bureaucratie créée pour gérer l'aide de l'UNHCR (14). C'est donc à eux que les profits de la vente des rations détournées — par la surévaluation du nombre de résidents dans les camps — iront. Mais la plus dommageable des initiatives de Siyaad Barre fut certainement le recrutement, parmi les réfugiés, d'une milice Ogadeen rattachée au WSLF (15). Officiellement, il s'agissait de maintenir une force de guérilla pour lancer des opérations en Ethiopie. De fait, cette milice s'est employée surtout à terroriser les nomades isaaq près de la frontière, pour voler leur bétail et violer leurs femmes. En vertu de la logique M.O.D., les Ogadeen ne furent pas inquiétés; les Isaaq ayant mis sur pied leur propre milice en 1980, celle-ci fut éloignée du théâtre des combats et désarmée en 1982, par le nouveau commandant militaire du Nord.

Dès lors, pour la plupart des Isaaq, il devenait manifeste que le président Barre entendait réinstaller sur leurs terres et à leurs dépens (16) les « frères » venu d'Ogaden. Un tel soupçon, même si l'analyse en termes de ressource politique « clanique » me paraît devoir mieux éclairer les mesures précitées, a cimenté la communauté isaaq par la peur d'être dépossédé et fourni le terreau de la protestation populaire ultérieure. L'installation massive d'anciens réfugiés ogadeen dans les ruines de Hargeysa et Bur'o, après l'exode isaaq de 1988, viendra attester aux yeux de ces derniers, de la réalité du projet prêté au régime d'une « colonisation » du Nord par des éléments daarood. Au plan symbolique, l'hostilité à l'égard des Ogadeen s'appuie sur des réminiscences de conflits plus anciens, inscrits dans les trajectoires migratoires de clans voisins qui se disputaient, au moins jusqu'au début du XIXe siècle, les pâturages du Haud. En témoigne l'image contradictoire dans

(14) Plusieurs entretiens ont mis en évidence la place prééminente accordée aux Ogadeen dans l'administration des réfugiés (National Refugee Commission), à l'échelle nationale. Officiellement et depuis l'indépendance, tout Somali est titulaire de droit de la nationalité somalienne, quelque soit son lieu de naissance et peut donc prétendre accéder aux emplois publics. Mahamed Siyaad utilisera cette disposition pour accroître le poids des Ogadeen dans l'appareil d'Etat, surtout dans l'armée, en rétribution du soutien qu'ils apportent à son régime. La lecture que les Isaaq font de cette politique est toutefois fonction de paramètres spécifiques au contexte local.

(15) Front de Libération de la Somalie Occidentale — i.e. l'Ogadeen et le Bale éthiopiens, une organisation satellite du gouvernement, qui servit au début 1977, de couverture pour l'intervention de l'armée somalienne en Ethiopie.

(16) Cf. AFRICA WATCH, *op. cit.*, pp. 31-2; divers entretiens que j'ai conduits ont confirmé les récits cités dans ce document. Le document publié par l'organisation de défense des droits de l'homme est la source la plus détaillée à ce jour sur la tragédie des Isaaq et du Nord. Particulièrement précieux sont les nombreux extraits d'entretiens menés auprès de réfugiés isaaq par Ruqiya Omar.

les traditions orales, du « Madmullah » — le Sayyid Mahamed 'Abdulle Hasaan — qui mena le jihad contre les Anglais de 1900 à 1920: héros national pour les Daarood, en particulier Ogadeen (son clan d'origine) et Dulbahante (celui de sa mère), il n'est qu'un despote sanguinaire dans la mémoire des Isaaq, dont plusieurs clans s'étaient rangés aux côtés des autorités coloniales pour le combattre. S'il est absurde de faire de l'histoire — au demeurant incertaine — et des « survivances » de la « culture traditionnelle » des clés d'explication en toute circonstance, la combinaison d'une situation conflictuelle et d'une mémoire collective à la fois cumulative et sélective permet, dans ce cas precis, des attaques menées par le SNM contre les camps de réfugiés éthiopiens. Les meurtres de « civils » désarmés, en violation du droit des gens et des lois de la guerre, qu'elles ont occasionnés traduisent le ressentiment de la « base » du mouvement à l'égard des « envahisseurs ».

II. De la dissidence armée à la guerre populaire

C'est la répression des appareils coercitifs d'Etat qui a alimenté la dynamique autonome de mobilisation politique des Isaaq; le SNM s'est d'abord développé comme une entreprise politico-militaire marginale et fragile. Cependant, le basculement total de la population dans la rébellion populaire en mai 1988 lui donné sa large assise actuelle.

Répression et mobilisation politique

La politisation des masses urbaines Isaaq est moins le produit du travail militant du SNM, que l'aboutissement d'un processus largement autonome, qui s'est nourri de la répression violente par l'armée et la police politique, de toute posture critique dans les villes du Nord. L'affaire du « groupe d'Hargeysa » — appelé aussi « Ufo » du nom d'un vent porteur de pluie bienfaisante — a un statut particulier dans l'histoire de la guérilla, par sa signification propre et parce qu'elle est directement à l'origine du mouvement des jeunes scolarisés à Bur'o et Hargeysa, lequel servira de justification à l'alourdissement d'année en année de la répression de masse. La dynamique de mobilisation ainsi amorcée a fourni, plus sûrement que les opérations militaires du SNM, la matrice de la rébellion de 1988.

Les trente personnes arrêtées étaient médecins, ingénieurs, enseignants, hommes d'affaires et fonctionnaires, nés à Hargeysa et revenus

s'y installer début 1981, après leurs études à l'étranger ou un emploi à Mogadiscio. Choqués par l'état d'abandon des services publics, ils ont entrepris de mettre en application la doctrine sociale officielle de l'entraide communautaire (*iska u qabso*). La taxe déjà prélevée sous cette rubrique par l'administration régionale — dominée par des sudistes — n'ayant pas produit d'amélioration visible et faute de l'appui des autorités centrales, « Ufo » organisa une collecte d'argent pour rénover l'hôpital d'Hargeysa démuni de tout et construire une maternité. Il s'attira ainsi la sympathie de la population et l'aide d'une ONG allemande. En raison même de son succès qui soulignait l'incurie gouvernementale, cette initiative fut jugée subversive par le Centre, lequel n'entendait en aucune façon mettre un terme à la dépendance de sa Périphérie à l'égard de l'Etat clientéliste. Arrêtés en décembre 1981, torturés pour qu'ils confessent leur « crime » (soit d'avoir collecté l'argent pour le compte du SNM), les membres de « Ufo » furent condamnés début mars 1982, à de longues peines de prison, au terme d'un simulacre de procès devant la cour de la police politique (NSS) (17).

Contrairement aux affirmations des responsables du SNM que j'ai interrogés, l'appartenence de « Ufo » à une branche clandestine du mouvement me paraît peu plausible (ultérieurement toutefois, après leur libération, plusieurs membres du groupe rejoindront le SNM, notamment lors du congrès de 1990). Nié par les anciens prisonniers, ce lien direct correspond plus à un phantasme partagé curieusement par les leaders de la guérilla et les tortionnaires du régime, ces derniers étant obnibulés par la coïncidence des dates: en effet, « Ufo » met en oeuvre ses idées au printemps 1981, au moment où la création du front est annoncée à Londres. Si les individus impliqués de part et d'autre se connaissaient, pour être issus d'un commun réseau de parenté élargie, leurs projets différaient radicalement. « Ufo » représentait l'amorce d'un mouvement social issu de la base (*grass-root-level*), alternatif à la stratégie de renversement violent du pouvoir que le SNM avait de son côté choisie, et qui contournait l'impossibilité pratique d'un militantisme politique à l'intérieur du pays, par un projet à signification certes politique — l'autosuffisance et l'autogestion — mais dont les modalités s'inscrivaient dans la société civile. En voulant annexer tous les mouvements de protestation qui se sont développés dans le Nord, au nom d'une communauté de conscience des injustices subies et d'une

(17) Cf. AFRICA WATCH, *op. cit.*, pp. 37-40; I.M. LEWIS, *op. cit.*, p. 252-3.

solidarité face à la violence d'Etat, les cadres du SNM tendent à occulter la réalité de ces modes populaires d'action politique (18), sans lesquels leur entreprise singulière n'aurait jamais trouvé de base sociale qui lui permette de se reproduire durablement.

L'observation vaut également pour le mouvement des jeunes scolarisés qui s'est constitué à partir du procès de « Ufo ». L'arrestation a heurté de front les sentiments de la jeunesse: non seulement toute critique du gouvernement était exclue, mais une tentative de lutter contre le marasme ambiant et la négligence de l'Etat était étouffée par le Centre, sans le moindre égard pour l'espoir et l'enthousiasme qu'elle avait soulevés. Plusieurs des membres de « Ufo » enseignaient dans les écoles secondaires d'Hargeysa. Aussi, quand le bruit se répandit que trois des inculpés seraient condamnés à mort, les adolescents organisèrent pour le jour prévu du procès — le 20 février — une manifestation qui tourna à l'émeute. Les troubles ont duré trois jours et furent violemment réprimés; outre les cinq morts et la dizaine de blessés par balle, au moins deux-cent-dix-huit manifestants furent appréhendés et détenus pendant plusieurs mois, ainsi que des adultes tenus pour responsables des errements de la jeunesse.

A contrario de l'effet recherché, cette répression brutale hors de proportion avec le danger réellement encouru par l'Etat — comme l'a noté le « Mémorandum des anciens » déjà cité — a accru la mobilisation des adolescents. La contestation dans les écoles s'est radicalisée et étendue aux autres agglomérations, notamment Bur'o. De la revendication initiale de libération des membres de « Ufo », le message politique s'est élargi à l'ensemble des griefs de la communauté isaaq contre le gouvernement. L'Organisation Unifiée des Etudiants Somali (USSO) créée après les arrestations de décembre, devint le fer de lance du mouvement social par des réunions dans les écoles, distributions de tracts et surtout l'organisation des manifestations annuelles pour l'anniversaire du 20 février 1982. La direction clandestine de l'USSO fut démantelée en juillet 1984, par les arrestations de la police militaire (HANGASH) et la fuite des leaders encore en liberté vers l'Ethiopie et Djibouti. L'appel de l'USSO à célébrer le 26 juin l'anniversaire de leur indépendance, largement entendu par les habitants d'Hargeysa, avait décidé

(18) Concept emprunté à Jean-François Bayart, en adoptant une acception plus large des « groupes sociaux dominés ». Cf. J.-F. BAYART, « Le politique par le bas en Afrique Noire », *Politique Africaine*, 1, janvier 1981, pp. 53-82; également du même auteur, « La revanche des sociétés africaines », *Politique Africaine*, 11, septembre 1983, pp. 95-127.

le commandant militaire à frapper fort. Le 3 octobre suivant, sept jeunes scolarisés furent condammnés à mort et treize autres à de lourdes peines de prison, par la Cour de Sécurité Nationale sous la conduite de son président en personne, Mahamuud Gelle Yuusuf, un homme de confiance de Mahamed Siyaad Barre.

En dépit du phantasme du « chef d'orchestre clandestin » partagé par les officiers du NSS et de HANGASH qui torturaient les prisonniers, il est peu probable que le mouvement étudiant ait été manipulé par le SNM. A cette période, l'organisation rebelle ne disposait pas d'un réseau susceptible d'entretenir l'agitation dans les écoles. En outre, les ralliements individuels au SNM étaient connus et les familles des absents étroitement surveillées. Les infiltrations d'agents du mouvement en ville étaient rares et un système régulier de communication entre les bases du SNM en Ethiopie et les jeunes sympathisants d'Hargeysa et Bur'o aurait été particulièrement difficile à maintenir.

L'importance du mouvement des scolarisés pour la lutte armée réside ailleurs. D'abord dans sa grande popularité: le 24 novembre 1984, un avion commercial de Somali Airlines fut détourné vers l'Ethiopie par trois Isaaq, dont deux enseignants, lesquels ont réclamé la libération des jeunes emprisonnés. Bien qu'ils n'aient pas obtenu satisfaction, leur cause a suscité l'attention internationale et à la suite de multiples pressions diplomatiques, en janvier 1986, les peines capitales furent commutées en prison à vie. D'autre part, le sacrifice des jeunes Isaaq fit mûrir la conscience politique de leurs aînés, d'autant que l'état d'urgence transférant tous les pouvoirs au gouverneur militaire, devint à la longue un véritable mode de vie dans les villes du Nord: couvre-feu, arrestations arbitraires, torture, fouille nocturne des habitations, violences (dont les viols destinés en premier lieu à humilier les familles). Dans ce contexte, de nombreux volontaires prirent la résolution de rejoindre la guérilla pour défendre leur honneur et leur liberté. Les jeunes scolarisés ont ainsi fait la démonstration — en partie à leur corps défendant — que la lutte armée était la seule voie que le régime de Mahamed Siyaad Barre laissait ouverte cela fit bien sûr le jeu du SNM.

La dissidence armée comme entreprise politique

De façon révélatrice, le SNM est né à l'extérieur du pays, émanation des hommes d'affaires et des intellectuels installés en Europe et dans le Golfe. Bien qu'assez représentatif des communautés d'Isaaq en exil, il représentait à l'origine une entreprise politique se lançant dans

l'accumulation de ressources politiques, qui devait se constituer une base sociale pour rendre crédible sa prétention à renverser le gouvernement — encore solidement — en place. Suivant attentivement les événements du Nord, la direction du SNM n'était pas pour autant l'émanation du mouvement social qui s'y développait.

De 1981 à 1988, la stratégie du mouvement a fluctué entre deux options fondamentales: se poser en mouvement d'opposition véritablement national, comme le sigle l'indique, et pour ce faire, coopérer avec les autres fronts — essentiellement le SSDF en 1980-85 — et élargir la composition clanique du mouvement lui-même; ou bien, s'appuyer sur la solidarité pan-Isaaq et la spécificité du Nord, que la répression sélective des appareils coercitifs de l'Etat n'a fait qu'accentuer, pour développer une guérilla régionale bien enracinée dans la population. Schématiquement, la première voie fut défendue avec constance par une bonne partie des cadres politiques du mouvement dont Silanyo, lequel tenta de la mettre en oeuvre — sans grand succès — une fois élu président du SNM en 1984. L'autre avait la préférence des cadres militaires dans le maquis et bien entendu, de la plupart des nouvelles recrues ayant vécu dans leur chair l'oppression militaire gouvernementale dans le Nord. Ce clivage recoupait partiellement celui qui opposait les tenants de la sécession pure et simple et ceux qui, par réalisme ou par ambition personnelle, comptait monnayer leur participation au gouvernement de l'après-Siyaad (19).

A ces conflits s'ajoutaient les rivalités entre clans pour la conquête des positions de pouvoir dans le mouvement, en particulier les sièges au comité central et au comité exécutif. A ce registre, appartient évidemment le discours selon lequel la présidence devait tourner entre les clans: après un Haber Awal en 1981, un Habar Yunis en 1983, un Habar Ja'alo (Silanyo) avait occupé le siège convoitée de 1984 à 1990, d'autres (Arab ou Eidegalle) croyaient en toute bonne foi leur tour venu. Une bonne partie de l'énergie des cadres s'est donc investie dans cette compétition interne au détriment des activités proprement militaires, Silanyo a su manoeuvrer habilement pour conserver son poste, notamment en faisant amender les statuts aux congrès de 1984 et de 1987 et en utilisant pleinement les larges pouvoirs dont disposait le chef élu. Par conséquent, il n'est guère surprenant que le SNM ait

(19) Sur cette question et plus largement sur les fronts d'opposition armée somaliens, on peut se reporter à Daniel COMPAGNON, « The Somali Opposition Fronts: Some Comments and Question », *Horn of Africa*, XIII, 1 & 2, janvier-juin 1990, pp. 29-54.

conservé longtemps, aux yeux de nombre d'Isaaq de l'intérieur comme de la diaspora et a fortiori des autres Somali, une image négative d'organisation « tribaliste », « séparatiste » et « affamée de pouvoir » (*power hungry*).

Le SNM ayant opté pour la lutte armée, ce choix le conduisit naturellement à installer ses bases en territoire éthiopien, où se trouvaient déjà des militaires isaaq ayant déserté l'armée somalienne. Dès lors, le SNM se trouvait exposé à la même critique de compromission avec l'ennemi que le SSDF. Ce dernier, issu de la fusion du SSF et de plusieurs groupuscules marxisants opposés à l'alliance nouée par la Somalie avec les Etats-Unis à partir de 1980, était étroitement surveillé par son protecteur éthiopien, ce qui le disqualifiait aux yeux de nombre de Somali. La propagande gouvernementale somalienne attribuait toutes les actions militaires du SNM à l'armée éthiopienne. De fait, chaque fois que cette dernière intervint, indépendamment (le bombardement de Borama en janvier 1984) ou en coordination avec le SNM (décembre 1984 et février 1987), la réputation de l'organisation fut atteinte. Très rapidement cependant, les exactions de l'armée somalienne en pays isaaq, comparables au dire de leurs victimes à celles d'une armée étrangère d'occupation, contribueront à modifier chez les Isaaq la perception de l'adversaire principal: il se trouve désormais à Mogadiscio.

Plus dommageable pour l'image du mouvement fut la tactique dite *hit and run* (frapper et fuir), que le SNM a appliquée de 1983 à mai 1988. Caractéristique d'une guérilla encore minoritaire, cette pratique économisait ses moyens militaires, mais elle faisait porter l'essentiel du coût de ces opérations à la population civile. A partir de 1984 notamment, tout coup de main du SNM entraînait son lot de représailles: exécutions arbitraires dans la zone concernée, arrestations et torture des prisonniers. Toutefois, l'argument est partiellement réversible: ces actes de vengeance injustes et aveugles ont accru l'hostilité des Isaaq, tous groupes sociaux confondus, à l'égard du gouvernement.

Ainsi, le SNM a pu étendre son influence parmi les nomades, initialement indifférents à une entreprise politique qui leur était étrangère (au point parfois de dénoncer les maquisards aux autorités), puisque menée par des éduqués urbains basés hors du pays. Arrêtés sous prétexte qu'ils auraient nourri ou guidé la guérilla, victimes d'exécutions sommaires, de viols, dépouillés de leur bétail ou « punis » par la destruction à l'explosif de leurs réservoirs d'eau, les nomades ont souvent pris le parti de fuir, soit pour rejoindre l'opposition armée, soit pour se réfugier de l'autre côté de la frontière.

Le tableau ne doit pas être noirci à l'excès: le SNM a bénéficié effectivement dès son entrée en scène de la sympathie de certains secteurs de la société, en particulier les jeunes scolarisés et les militaires d'origine isaaq dont les désertions s'accélèreront à partir de 1984. Cette popularité réelle connaissait des pointes à chaque action d'éclat signée par le SNM: l'attaque de la prison de Mandera, près de Berbera, le 2 janvier 1983, qui permit la libération de sept-cent-quatre-vingt prisonniers dont une majorité de « politiques »; l'évasion du colonel 'Abdullaahi Askar, le 12 avril 1983; les opérations dans les montagnes de Sheekh et Bur'o en 1984 ou l'exécution en plein Hargeysa du chef régional du NSS. En dépit de la fierté ressentie par les Isaaq et de l'exaltation qui poussa nombre de jeunes hommes à rejoindre le maquis, cette dynamique ne peut à elle seule rendre compte de la mobilisation politique de 1988.

La rébellion populaire

Compte tenu de ce qui précède, on pourrait s'étonner que la population isaaq ait basculé aussi massivement dans la rébellion, dès le début de l'offensive du SNM en mai 1988; or tous les témoignages donnent à penser que les Mujahiddin furent accueillis en libérateurs. Dès leur entrée dans les villes, les hommes valides se joignirent aux quelques centaines de combattants que le SNM avait pu aligner pour cette opération de la dernière chance.

Cette indéniable adhésion populaire fut le produit des épreuves traversées par la population civile, engagée dans une lutte pour sa propre survie. En effet, l'année 1986 apparut comme un tournant dans l'épreuve de force engagée entre le régime Siyaad Barre et les Isaaq. S'y est révélée d'abord l'incapacité du Pouvoir à penser et mettre en pratique une politique alternative. Le général Mahamed Haashi Gani, un Mareehaan du même *reer* (lignage) que le Président, nommé commandant militaire du secteur englobant Hargeysa et Bur'o en 1980, s'était rendu célèbre par sa dureté dans l'administration de l'état d'urgence dans le Nord en 1982 et 1984, au point de mériter le surnom de « boucher d'Hargeysa ». Rappelé à Mogadiscio fin 1985, il fut remplacé par le général Mahamed Sa'iid Hiirsi « Morgan », un gendre du Président issu des Majeerteen (Daarood). Celui-ci s'efforca d'abord de nouer un dialogue avec les anciens et de réprimer les « abus » des for-

ces de sécurité [20], dans l'espoir de priver le SNM de ses soutiens locaux et au travers de ces notables, de rallier la population au régime [21]. L'assassinat en décembre 1986 de Ahmed Aadan, le chef du NSS pour la région de Woqooyi Galbeed, le décida à recourir à la manière forte. Début 1987, l'état d'urgence fut rétabli à titre permanent dans les villes d'Hargeysa et Bur'o et « Morgan » mit en application son tristement célèbre plan destiné à résoudre définitivement le « problème isaaq » et exposé dans un rapport secret à Siyaad Barre en date du 23 janvier [22].

Lorsque Mahamed Siyaad Barre se rend à Hargeysa en 1988, après la signature le 3 avril de l'accord de paix avec l'Ethiopie, dont l'une des dispositions essentielles du point de vue du régime est la fin du soutien abyssin au SNM, dont le Chef de l'Etat attend la solution définitive de ses problèmes — ce mouvement n'étant à ses yeux comme le SSDF auparavant que l'instrument de Mengistu, la ville accueille son discours par des jets de pierre d'une témérité insensée. Inexplicable si l'on occulte l'oppression multiforme subie: la multiplication des agences étatiques de répression (dont l'explicite « force d'extermination des Isaaq »), l'arbitraire et l'absence complète de recours au droit, la surveillance constante des faits et gestes par le recours à l'îlotage (le système du « Tabeleh ») et à la délation, enfin la violence sans retenue.

A cette litanie, il faut ajouter l'oppression économique, en partie planifiée — notamment par « Morgan » — et en partie un sous-produit du néo-patrimonialisme. En effet, les militaires et policiers se conduisaient comme des prébendiers, tirant des bénéfices financiers de leur pouvoir de vie et de mort sur les civils. Les rançons exigées des familles de personnes arrêtées, pour des motifs fallacieux, se négociaient en fonction du statut social entre quelques milliers de shillings et plusieurs

(20) Par exemple le sinistre colonel Yuusuf Muuse Dherre, procureur depuis 1982 de la Cour Militaire Mobile qui fut responsable de la plupart des exécutions sommaires dans les zones rurales, fut relevé de ses fonctions par « Morgan » en 1986 et remplacé par un officier moins cruel. Yuusuf retrouve ses fonctions en 1987.

(21) Une politique semblable appliquée à partir de 1981-82 en pays majeerteen, avait rencontré un certain succès: lorsque le SSDF et l'armée éthiopienne lancent en juin 1982 une offensive conjointe dans les régions centrales du Mudug et Galguduud, les Majeerteen du Mudug ne font pas mine de se soulever. A l'époque, « Morgan » était commandant du secteur militaire de Gaalka'yo. Toutefois, le principal facteur de l'effondrement du SSDF tient à ses conflits internes réglés dans le sang.

(22) Cf. l'analyse de Richard GREENFIELD, « Somalia's Letter of Death », *New African*, juillet 1987; également *The Times*, « Somali military bid to obliterate clan as Barre era fades », 2/07/1987.

millions — deux pour la directrice de l'Hôtel Oriental par exemple. La confiscation de camions et véhicules tout terrain par l'armée, l'attribution à des non-Isaaq de terres et de locaux commerciaux confisqués, les obstacles mis au commerce et l'obligation de recourir aux services d'intermédiaires (*middlemen*) non-Isaaq pour obtenir des licences ou effectuer des démarches, ont conduit nombre de familles à vendre leur fonds de commerce et émigrer. Les biens des suspects exécutés étaient également saisis. Les militaires et leurs protégés daarood se sont bien enrichis: utile rétribution d'une armée mal payée. Du même coup, le pouvoir économique des Isaaq était ruiné conformément au voeu du Président. Les mêmes objectifs présidaient à la persécution des nomades. Les unes après les autres, toutes les strates de la société — y compris les anciens et les sheekhs — ont été affectées.

A la fin des années 1980, la polarisation apparaissait donc irréversible entre les *faqash* (collaborateurs) d'un côté et de l'autre les *qurmis* (partisans du SNM), soit la majeure partie de la population pour laquelle tout valait mieux que le régime honni de Mogadiscio. Son soulèvement en masse a opéré dans l'histoire de la guérilla nordiste une rupture fondamentale, qui peut d'ailleurs se lire dans le discours des réfugiés: l'expression « quand la guerre a commencé », qui revient dans la plupart des récits, renvoie non seulement au changement d'échelle des opérations guerrières, mais aussi à un changement de leur nature: l'appropriation de la rébellion par les Isaaq. Par ceux bien sûr qui rejoignent alors les rangs des Mujahiddin, mais aussi implicitement, par ceux qui, fuyant vers l'Ethiopie voisine (environ 400 000), se mettent hors de portée de la violence d'Etat et vont offrir au SNM, tout en s'exposant aux conditions précaires des camps de réfugiés, la base populaire qui légitime son combat.

III. Conditions d'action et de reproduction

La survie politique du SNM comme entreprise de dissidence armée, puis comme corps social organisé pour la guerre, est conditionnée par les effets de structures socio-économiques originales, archaïques dans leurs formes mais bien vivantes dans les pratiques et les représentations. Les modes d'organisation et de fonctionnement de la guérilla sont affectés notamment par le pastoralisme nomade, la prégnance du modèle politique décentralisé et le caractère incapacitant d'une identification étroite du mouvement à une famille de clans.

L'absence de base sociale captive

Le pastoralisme nomade est, plus encore que dans le reste du pays, le mode de production dominant dans le Nord où les estimations courantes évaluent à 80% la part de la population qui lui doit sa survie.

Les deux parties au conflit, tant le SNM qui s'efforçait d'obtenir leur coopération, que l'armée gouvernementale qui avait entrepris de les chasser des zones frontalières et de détruire systématiquement les ressources qu'ils pouvaient offrir aux rebelles (réservoirs d'eau et troupeaux), considéraient les pasteurs isaaq comme la base sociale naturelle de la dissidence armée. Mais pas plus que les paysans, ailleurs en Afrique, les nomades Somali ne se sont laissés aisément « capturer ».

Conséquence du choix tactique effectué — lancer des coups de main à partir de bases situées en territoire éthiopien, le SNM n'a pas disposé, jusqu'en 1988, de « territoire libéré » qui puisse donner une certaine crédibilité à son discours de légitimation, en particulier à sa prétention à parler au nom du peuple somalien. Mais cette situation était aussi la conséquence d'un environnement naturel (que signifie la libération de quelques centaines d'hectares de brousse aride?) et social (les populations sont dispersées et mobiles) peu favorables. La notion de territoire n'a pas le même contenu pour des pasteurs nomades et pour des paysans sédentaires. Pour le nomade somali, l'espace est celui de la transhumance saisonnière qui le conduit de la plaine côtière du Guban aux pâturages du Haud (sud en Somali) éthiopien, au mépris des frontières. En dépit des droits revendiqués sur certains puits, les pâturages et l'eau sont des dons de Dieu et chaque lignage ne possède pas de terriroire propre bien délimité. Les migrations, que nulle autorité politique n'a jamais pu contrôler, obéissent à des impératifs écologiques éventuelles et les bases militaires, qu'une végétation rare n'aurait pu dissimuler, n'y auraient pas survécu. Dans ce contexte, la stratégie du « foyer » guévariste ou des « zones libérés » du EPLF érythréen est impraticable [23].

A l'inverse, quand le SNM clame en 1989-90 qu'il contrôle 90% du Nord, il joue sur les mots, pour les mêmes raisons: seul compte la

(23) Sur les conditions d'une guérilla menée par des nomades en milieu désertique, voir le débat entre Robert Buijtenhuijs et Gérard Chaliand dans *Politique Africaine* n° 1, janvier 1981, pp. 23-33. Ce dernier souligne « l'utilisation des espaces semi-désertiques » et « l'extrême mobilité » de la guérilla tchadienne comme du Polisario, laquelle lui « paraît presque plus importante que le soutien organisé des populations, très peu nombreuses et dispersées ».

maîtrise des villes. Or, il a été délogé d'Hargeysa et Bur'o par la contre-offensive gouvernementale en juin 1988, et depuis cette époque, le SNM — faute d'une artillerie suffisamment puissante — n'a pu faire que de brèves incursions dans les principales cités où l'armée loyaliste s'est terrée jusqu'à la chute du régime. En particulier, sans le port de Berbera et la route qui y mène à partir d'Hargeysa, le SNM ne peut relancer à son profit le commerce fondé sur l'exportation de dromadaires et ovins. Il ne contrôle donc pas les conditions de sa reproduction économique (cependant la contrebande avec les camps de réfugiés en Ethiopie et Djibouti est plus que jamais florissante) dans une région largemente vidée de ses habitants (24).

La réaction sauvage et disproportionnée de l'armée à l'offensive de mai 1988, sous la forme d'exécutions de masse de civils Isaaq — y compris à Berbera et 'Erigaabo pourtant indemnes de combats, de pilonnages d'artillerie lourde et de bombardements aériens qui ont détruit 70% au moins d'Hargeysa et Bur'o, a plongé le Nord dans l'horreur et provoqué la fuite, soit vers l'Ethiopie voisine, soit dans les régions montagneuses, de la plupart des citadins (25). Pour ces déracinés, le SNM incarne leur seul espoir et leur honneur. C'est au travers d'eux, que le SNM s'est trouvé une base sociale « captive », même si l'information disponible ne permet pas d'affirmer qu'il a étendu son contrôle politique aux camps de réfugiés en Ethiopie.

L'enjeu stratégique et symbolique de ce déplacement massif des populations (400 000 en Ethiopie, 40 000 à Djibouti et peut-être autant dispersés dans la brousse, les régions attenantes et le sud du pays) ne doit pas être sous-estimé: il a vidé localement la structure étatique somalienne de tout contenu. En effet, dans le Nord, tout s'est effondré dans le courant l'été 1988: plus d'impôt et de taxes collectés, plus d'écoles et ni de services publics, plus rien — hormis l'armée — qui ne fonctionnât sous l'autorité de Mogadiscio. La population civile ayant

(24) Sur les conditions économiques dans le territoire tenu par le SNM, voir le récit de Gérard Prunier du CNRS. Les sources indépendantes traitant du modus operandi du SNM et de la situation sur le terrain sont rares. A ce jour le meilleur compte-rendu d'un témoin oculaire est celui de ce chercheur, qui a visité le Nord à l'invitation du SNM en février-mars 1990. Cf. Gérard PRUNIER, « A Candid View of the Somali National Movement », *Horn of Africa*, XIII, 3 & 4, XIV, 1 & 2, juillet 1990-juin 1991, pp. 107-20.

(25) Robert GERSONY, *Why Somalis Flee: Synthesis of Accounts of Conflict Experience in Northern Somalia by Somali Refugees, Displaced Persons and Others*, Washington, Département d'Etat, août 1989, ronéoté, pp. 60-61. Ce consultant pour le Bureau des Programmes de Réfugiés a enquêté sur le terrain et son rapport, largement diffusé par le Département d'Etat américain, a amorcé un tournant de la politique des Etats-Unis à l'égard de Siyaad Barre.

évacué les villes, il n'y avait plus rien à administrer, plus personne à gouverner (si l'on excepte les « réfugiés » ogadeen installés dans les ruines, à la fois pour rétribuer leur soutien militaire et pour abuser les visiteurs étrangers sur la situation réelle).

Il y a désormais une identification totale, au moins sur place, des Isaaq à l'organisation rebelle, devenue véritablement le corps social (26) spécialisé auquel cette famille de clans délègue l'activité guerrière. Le SNM pourra se prévaloir d'un tel soutien dans les futures négociations avec le gouvernement central et les autres mouvements de lutte armée; mais cette captation à rebours présente aussi des inconvénients. Le SNM, quoiqu'il s'en défende officiellement, en affirmant par exemple que les initiatives des segments isaaq sur terrain n'ont pas nécessairement reçu l'aval du SNM en tant qu'organisation, est contraint d'assister les nomades dans leurs représailles contre les clans voisins: Dulbahante, Ogadeen ou Gadabuursi. Il a paru fonder ainsi le reproche de « tribalisme » que lui faisaient ses adversaires. Par ailleurs, quand les anciens d'un lignage ou d'un clan négocient un accord de paix avec leurs voisins non-Isaaq, faut-il le porter au crédit du SNM qui n'y est pas partie prenante? Cette ambiguïté renvoie en réalité aux modes d'organisation politique des pasteurs nomades du nord somalien.

Une tendance à l'anomie politique (27).

L'organisation sociale traditionnelle des pasteurs du Nord — comme d'une partie des Sudistes — ne comportait pas de pouvoir politi-

(26) A condition d'adapter la définition qu'en donne Claude Meillassoux et que reprend Christian Geffray: dans le cas qui nous intéresse, le corps social SNM s'est bien formé en dehors — mais se maintient en dedans — non pas d'une classe sociale, mais d'un clan ou plus exactement d'une famille de clans. S'il est « agent de réalisation de son destin social et politique », le SNM n'est pas totalement autonome par rapport aux Isaaq, puisque sa reproduction en tant que corps social dépend de la structure clanique. Cf. C. MEILLASSOUX, *Pour une théorie des corps sociaux*, (à paraître), cité dans C. GEFFRAY, *op. cit.*, pp. 166-7. Il ne faut pas chercher à attribuer à tout prix une « nature de classe » au SNM. A vouloir appliquer dogmatiquement au cas Somali une grille de lecture marxiste classique, on aboutit très vite à des absurdités: tout corps politique devient l'expression de la « petite bourgeoisie », la république parlementaire des années 1960, comme la gouverne de Siyaad Barre et bien sûr les fronts d'opposition armée. Les faits sont niés ou maquillés (le recrutement clanique des mouvements) et le concept de « petite bourgeoisie », hâtivement défini, opère comme un placebo théorique. A titre d'illustration, voir Ahmed.I. SAMATAR, *Socialist Somalia: Rhetoric and Reality*, London, Zed Books Ltd., 1988, chap. VIII; 'Abdi.I. SAMATAR, *The State and Rural Transformation in Northen Somalia, 1884-1986*, Madison, University of Wisconsin Press, 1989, chap. V et VI.

(27) Au sens strict d'absence de normes, le terme paraîtra excessif, mais il faudrait l'entendre ici au sens (durkheimien?) d'écart entre les normes existantes et les attentes des acteurs, les

que centralisé. L'Etat moderne en Somalie est essentiellement l'héritier de l'Etat colonial, c'est-à-dire d'un Etat oppresseur en situation d'extériorité par rapport à la société et dont les nomades se sont toujours méfiés, parce qu'il prétendait les taxer ou contrôler leurs déplacements. De leur point de vue, l'entreprise de guérilla du SNM participe de cette logique politique moderne. Leur soutien n'est donc pas acquis d'avance, mais à construire et le SNM est en réalité informé par le groupe socio-ethnique, qu'il prétend transcender.

Comme organisation, il est donc confronté à une contradiction difficile à surmonter. Pour étendre son influence spatiale, en particulier pendant la phase de dissidence armée, il lui fallait obtenir l'appui des pasteurs nomades, par conséquent en passer par leurs modes d'organisation et respecter leurs procédures de décision. A tel point que ses régiments se sont organisés sur la base des différents clans isaaq et combattent le plus souvent dans la région où leur clan nomadise. A contario, les exigences de l'art de la guerre, telles la concentration de troupes et la logistique qu'elle implique, rendaient indispensable le dépassement des logiques sociales segmentaires dans une structure militaire d'essence professionnelle. Ultérieurement, l'entrée en rébellion populaire n'a guère changé les données du problème: la population déplacée dans les camps d'Ethiopie ou dans les zones montagneuses s'est naturellement tournée vers les procédures traditionnelles: le shir de clan, la solidarité lignagère et le recours à l'arbitrage des anciens et des sheekhs.

Pour son recrutement comme pour son ravitaillement, le SNM est donc dépendant d'agencements sociaux dont il n'a pas le contrôle. Ses unités militaires doivent s'assurer du soutien du clan dont elles sont issues, y puiser les nouvelles recrues et obtenir un soutien logistique. C'est porquoi le SNM a dû faire une place dans son organigramme à un shir d'anciens (une cinquantaine représentant tous les lignages principaux des Isaaq), qui coordonne l'effort de guerre et joue son rôle tra-

normes juridiques de l'Etat n'ayant plus cours et les normes de la société pastorale ne fournissant pas de modèle alternatif, parce que les enjeux de la lutte armée dépassent le cadre limité des contrats politiques qui caractérisaient la société traditionnelle. Quoi qu'il en soit, je ne peux souscrire au terme d'anarchie utilisé par plusieurs auteurs (G. Prunier, Sa'iid S. Samatar) pour décrire la société pastorale, qui va au-delà me semble-t-il de l'expression « démocratie pastorale » employée par I.M. Lewis et sous-estime l'importance du « heer », tel le groupe de paiement du diya ou « prix du sang ». De même, il est faux de présenter cette société comme égalitaire; les différences de richesse — évaluée principalement en nombre de dromadaires — et surtout de statut social y étant compatibles avec le caractère acéphale. Cf. I.M. LEWIS, *A Pastoral Democracy: A Study of Pastoralism and Politics among the Northern Somali of the Horn of Africa*, London, Oxford Univeristy Press, 1961.

ditionnel de pacification des conflits qui surviennent immanquablement entre les bandes armées claniques.

L'autorité de la direction politique est restreinte à la représentation du mouvement à l'étranger, à la poursuite des buts de guerre définis en congrès et à la coordination des opérations militaires. Le président — depuis avril 1990 l'ancien diplomate 'Abdirahmaan Ahmed 'Ali « Tur » — n'a d'autorité reconnue, en particulier sur les commandants d'unités, que la mesure où il conserve l'appui des anciens [28]. Cela ne saurait surprendre, en l'absence de rôles d'autorité dotés de pouvoirs effectifs: les « sultans » de la société pastorale sont le plus souvent des dignitaires respectés, figures emblématiques du clan qui n'ont pas la capacité de donner des ordres.

Au sein des unités régulières (quelques milliers d'hommes seulement) et plus encore dans les groupes de supplétifs qui se sont multipliés depuis l'été 1988, la discipline est très relative et chaque Mudjahid retrouve les réflexes des guerriers d'autrefois dont le goût de l'indépendance s'appuyait sur une fierté sans borne: tout adulte a droit de prendre la parole dans le shir, y compris de discuter les ordres qui ne lui conviennent pas. Dans une guérilla aussi pauvre que le pays où elle est née, rien ne peut dissuader le combattant de choisir l'option « exit » s'il perd confiance en ses chefs ou s'estime lésé. L'imaginaire social somali valorise l'usage de la force et il est tentant pour l'adolescent soudainement doté d'une arme et coopté dans le cercle des adultes, d'user de cette ressource pour sa propre survie, voire pour des objectifs d'accumulation privée (ce schéma se reproduira au centuple lors du soulèvement populaire contre Siyaad Barre, à Mogadiscio en janvier 1991).

Dans le monde pastoral somali, la segmentation lignagère est à l'origine d'une instabilité politique qui affecte tout autant un mouvement d'opposition que l'Etat post-colonial. Le principe de fission traverse la société entière du global à l'interindividuel et peut conduire deux frères à s'opposer pour défendre leurs intérêts, sans pour autant que la solidarité clanique, voire, dans le cas du SNM, pan-isaaq, soit remise en question. Simplement les alliances sont perpétuellement changeantes, en fonction des intérêts en jeu, des situations de conflit et du

(28) Après le retrait de Silanyo qui risquait de susciter une coalition d'opposants et d'être défait, bien qu'il ait conservé l'appui des anciens, son proche associé dans la direction sortante, 'Abdirahmaan « Tur », a été élu au deuxième tour de scrutin comme candidat de compromis, avec lui aussi le soutien des anciens. Significativement, le grief le plus fréquent à l'encontre de Silanyo, c'est son « autoritarisme ».

niveau de segmentation impliqué. Dans cette perspective, le SNM n'est que la forme moderne d'une « sainte alliance » des clans isaaq contre l'ennemi commun — sans pour autant obéir aux règles du *heer*; en tant que tel, il demeure fragile et doit fonctionner par la recherche du consensus. A tout moment un conflit violent peut apparaître entre les segments qui le composent. Aux pouvoirs très étendus de son président, tels qu'inscrits dans les statuts, correspond une quasi-impuissance dans les faits. De ce point de vue, le contrôle politique qu'exerce la direction sur sa base combattante est limité.

La remarque sur les alliances mouvantes demeure valable à l'échelle du peuple somalien tout entier, auquel l'idéologie de la parenté (soit le discours qui par la généalogie institue les Somali en une seule vaste famille) confère une unité que semblent démentir les vendettas (feuds) qui surgissent incessamment entre les clans. Pour l'oservateur extérieur, l'alliance passée par le SNM avec les Ogadeen du SPM de Ahmed 'Umar Jess peut paraître insensée, compte-tenu de ce que les Ogadeen qui combattaient pour Siyaad Barre — dont Jess lui-même — ont fait subir aux Isaaq dans le Nord. Un tel revirement, survenu après la rupture entre Maslah (fils du Président) et Aadan « Gabyow » (ministre de la défense en disgrâce), est pourtant en accord avec la culture politique Somali.

Guérilla périphérique et enjeux nationaux

Le contexte historique qui a fait éclore les mouvements de guérilla était celui d'une crise de la régulation étatique, au coeur même de la gouverne monocratique de Mahamed Siyaad Barre, parce que les ressources politiques qu'il avait su mobiliser et restructurer tendaient à s'épuiser. La chute du régime apparaissait au fil des ans comme un objectif de plus en plus réaliste pour l'opposition armée.

Or le SNM avait sur toute autre guérilla somali l'avantage de l'antériorité dans la lutte armée; il avait fait la preuve en 1988, de sa capacité à contrôler un large pan de territoire et à tenir en échec l'armée gouvernementale: un résultat sans précédent, puisqu'en 1982 le SSDF n'avait dû l'occupation symbolique des enclaves frontalières de Balambale et Goldogob qu'au soutien massif de l'armée éthiopienne. Le délimitement de ce dernier front en 1985-86, après l'arrestation de 'Abdullaahi Yuusuf par la Sécurité éthiopienne et le ralliement à Mogadiscio d'une partie de ses combattants, laissait le SNM dans la position incontestée de principal compétiteur du pouvoir en place. Force est de constater qu'il n'a pas su assumer ce rôle dirigeant de l'opposition somalienne.

Il n'est jamais parvenu à élargir sa base sociale au-delà des Isaaq et n'a pu empêcher la multiplication des organisations de guérilla. C'est l'USC hawiye, fondée seulement en janvier 1989 et active sur le terrain depuis juin 1990, qui est parvenue à renverser le régime en provoquant la piteuse fuite du Président somalien, le 26 janvier 1991. Le SNM n'a guère pu, jusqu'à présent, tirer bénéfice de ses longues années de lutte solitaire.

Pourtant, face à ce défi le SNM n'est pas resté totalement inerte. Si ses premiers dirigeants ont pu être tentés par le particularisme isaaq, Silanyo en politicien avisé a compris que la sécession n'était viable ni économiquement ni militairement. Il s'est efforcé, dès son élection à la présidence du mouvement en 1984, d'une part de relancer la coopération avec le SSDF, d'autre part d'ouvrir les instances dirigeantes du SNM à d'autres familles de clan. Un accord signé en octobre 1982, sous la pression de la Libye et de l'Ethiopie, annonçait la future unification du SSDF et du SNM , mais il n'eut guère d'effet concret hormis le partage des ondes de Radio Halgan. Beaucoup de membres du SNM étaient réticents en raison du comportement très martial de 'Abdullaahi Yuusuf et parce qu'ils redoutaient d'être les dupes de cette opération, compte-tenu du rapport des forces (à cette époque, le SNM n'avait pas encore ses propres unités de guérilla). En 1984, sous l'impulsion de Silanyo, la fusion immédiate des deux mouvements est réclamée par le congrès; mais le SSDF était déjà entré dans la phase de décomposition et certains de ses membres — Isaaq ou Hawiye — rallieront ultérieurement l'organisation rivale. A ce même congrès, Silanyo fit entrer au Comité Central du SNM plusieurs Hawiye, dont 'Ali Mahamed Osooble « Wardhiigely » propulsé à la vice-présidence créée pour la circonstance. Las, une brouille intervint entre les deux hommes, semble-t-il en raison des exigences croissantes de « Wardhiigley », et celui-ci perdit ses fonctions au congrès de 1987. Sa marginalisation au sein du SNM le conduisit à quitter ce mouvement, pour créer l'USC en janvier 1989, au moment pourtant où d'autres Hawiye rejoignaient le SNM.

Ni ces péripéties, ni la présence au Comité Central et parmi les Mujahiddin d'éléments minoritaires 'lise et Gadabuursi (Dir), ou Dulbahante (Daarood), n'ont modifié l'image du SNM comme organisation Isaaq.

Tel était bien l'objectif de Mahamed Siyaad, lorsqu'il a encouragé les clans daarood, puis en 1988, les Gadabuursi à constituer des milices payées et armées par l'Etat, afin qu'elles attaquent les clans Isaaq

voisins et affaiblissent le SNM [29]. Celui-ci était contraint — ne serait-ce qu'en raison de son mode de recrutement — de voler au secours des civils agressés en infligeant des représailles aux clans concernés. De telles vendettas qui n'étaient pas exempte de dérapages, ont creusé un fossé de ressentiment qui isole d'autant plus les Isaaq, que les autres clans du Nord on été délibérément épargnés par la répression gouvernementale. Le SNM a eu beaucoup de peine à contrer ces manoeuvres; il s'est efforcé de soutenir les efforts de médiation des anciens des clans, qui ont permis par exemple la signature d'un accord de paix entre les Habar Ja'alo et les Dulbahante en 1989.

Revers de la médaille de la rébellion populaire du Nord depuis mai 1988, le SNM se trouve encore davantage circonscrit aux yeux des autres Somali, à la famille de clans isaaq, laquelle s'affirme majoritairement séparatiste et hostile aux clans voisins, en particulier daarood. En effet, le sentiment identitaire clanique est aujourd'hui peut-être encore plus développé chez les urbains déracinés que chez les nomades [30]. Il se situe de plus en plus au plan de la famille de clans [31], alors que selon I.M. Lewis, celle-ci n'a jamais constitué une unité d'action politique dans la société nomade.

N'ayant pu se transformer, faute de ressources (le SNM est une guérilla peu aidée: son allié éthiopien lui a fourni surtout des munitions, des rations alimentaires et du carburant, sauf pendant la période 1984-86) et en raison des contraintes évoquées précédemment, en armée de libération susceptible d'emporter des victoires de grande ampleur, le SNM s'est résigné en 1990 et début 1991, à faire de la figuration pendant que les affrontements décisifs avaient lieu dans le centre puis à Mogadiscio même. La chute du régime de Mahamed Siyaad Barre va toutefois lui permettre de se renforcer dans son fief du Nord, en établissant un contrôle effectif du territoire par une administration locale provisoire.

(29) Cf. Gérard PRUNIER, « Structures de clan et pouvoir politique en Somalie », *Cultures et Développement*, XVII - 4 (1985), pp. 683-97; Saïd S. SAMATAR, « An Open Letter to Somalist Scholars; Should Siyaad Barre Host the Next SSIA Congress? Some Second Thoughts », *Horn of Africa*, XIII, 1 & 2, janvier-juin 1990, pp. 88-95.

(30) Comme en témoigne l'aventure survenue à l'historien Sa'iid Sheekh Samatar, invité dans une réunion du SNM à Harlem et malmené par l'assistance en raison de son appartenence clanique. Cf. Saïd S. SAMATAR, « How to Run an SNM Gauntlet », *Horn of Africa*, XIII, 1 & 2, janvier-juin 1990, pp. 78-87.

(31) Cf. I.M. LEWIS, « The Ogadeen and the Fragility of Somali Segmentary Nationalism », *African Affairs*, 88, 353, octobre 1989, pp. 573-79.

De plus, les autres mouvements armés qui sont apparus depuis 1989 sont également fondés exclusivement sur une famille de clans ou un clan particulier. Le SNM n'est plus l'exception désignée du doigt. En outre, il est parvenu à nouer en août 1990 une alliance étroite avec le SPM et l'une des factions de l'USC emmenée par le général Aydiid. Les trois fronts ont adopté une attitude commune vis-à-vis du « Groupe du Manifeste du 15 Mai », de l'initiative de dialogue italo-égyptienne et enfin, des ultimes manoeuvres politiques de Siyaad Barre en janvier 1991. Le SNM a ainsi évité l'isolement politique et apparaît comme le partenaire principal d'une coalition qui, si elle survit à la chute du régime Barre, est susceptible de peser lourd dans la compétition pour le pouvoir d'Etat qui s'est déjà engagée (32).

DANIEL COMPAGNON

SUMMARY

Despite the fact that the lack of detailed information on the SNM makes it impossible to write a thorough political history of the movement, this paper will hopefully contribute to that eventual goal. The SNM was the most successful opposition front to Siyaad Barre's regime because of substantial support from the main northern lineage group, the Isaaq. Given its roots in exile, the SNM could easily have remained essentially a dissident group, backed by Ethiopia. However, in the 1980's the emergence of authentic social movements in the North and their subsequent violent repression by the regime provided the basis for popular mobilization by the SNM. The segmentary nature of Somali society is crucial in understanding both the internal politics and the weaknesses of the SNM. In 1988 the entire Isaaq clan became embroiled in the war against the government, providing the SNM with its mass support. This reflected not so much the Movement's achievements but the lack of alternative survival strategies for the Isaaq.

RIASSUNTO

Per quanto la mancanza di informazioni precise sull'SNM renda impervio analizzare in profondità la storia politica del Movimento, questo articolo cercherà di aggiungere un tassello alle conoscenze in nostro possesso. Tra i fronti di opposizione a Siaad Barre, l'SNM è stato quello che ha riscosso maggior successo e sostegno dal più importante gruppo etnico del Nord, gli Isaaq. Sorto in esilio, l'SNM avrebbe potuto facilmente continuare ad essere un gruppo essenzialmente dissidente, appoggiato dall'Etiopia. Tuttavia negli anni '80 la nascita di movimenti nel Nord e la loro violenta repressione operata dal regime, fornirono i presupposti per la mobilitazione popolare dell'SNM. La natura essenzialmente frammentaria della società somala è basilare per capire sia la politica che le debolezze interne del Movimento. Nel 1988 il coinvolgimento dell'intero clan Isaaq nella lotta contro il governo fornì l'SNM di un supporto di massa. Tale appoggio rifletteva, in realtà, non tanto il successo del Movimento quanto l'assenza, per gli Isaaq, di strategie alternative.

(32) Le présent article a été clôturé en avril 1991.